

OEWG-IV/10 : Questions financières

Le Groupe de travail à composition non limitée,

Rappelant la décision VII/41 sur les questions financières,

Notant les informations sur les questions financières fournies par le secrétariat comme suite à la décision VII/41 ainsi que les mesures convenues par le Bureau élargi pour faciliter les délibérations du Groupe de travail à composition non limitée et de la Conférence des Parties sur les questions financières,

Notant également la préoccupation exprimée par la Conférence des Parties à sa septième réunion au sujet des retards dans le versement des contributions convenues par les Parties,

Gravement préoccupé par le rythme de l'amenuisement de la réserve et du solde du Fonds d'affectation spéciale pour la Convention de Bâle,

Notant que cet amenuisement est plus rapide que prévu en raison notamment des arriérés correspondant aux années antérieures et du versement tardif des contributions pour 2005,

Conscient que les fonds nécessaires pour assurer le bon fonctionnement du secrétariat risquent de faire défaut au cours de la période biennale 2005-2006,

Constatant que des retards dans le versement des contributions aggraveraient encore la situation financière du Fonds d'affectation spéciale pour la Convention de Bâle,

Considérant que la Conférence des Parties a demandé au Groupe de travail à composition non limitée et au Bureau élargi de suivre les informations financières fournies par le secrétariat,

1. *Félicite* les Parties nouvellement assujetties qui ont versé leurs contributions en temps voulu pour 2005;
2. *Invite instamment* toutes les Parties à verser leurs contributions promptement et intégralement et engage en outre celles qui ne l'ont pas encore fait à verser dès que possible leurs contributions pour les années antérieures et, à cet égard, se félicite de la publication mensuelle par le secrétariat sur l'Internet de la liste des contributions reçues;
3. *Invite*, par l'intermédiaire du Bureau élargi, le Président de la Conférence des Parties à sa septième réunion et le Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement d'écrire aux Parties concernées pour les convaincre qu'il est important qu'elles versent leurs arriérés respectifs, pour 2004 et les années antérieures;
4. *Prie* la Secrétaire exécutive de consolider les efforts déployés aux fins de consultation avec les Parties ayant actuellement des arriérés en vue d'obtenir le paiement des arriérés et au besoin, leur engagement en faveur d'un plan pour le paiement des arriérés, et de faire rapport à la Conférence des Parties sur ces efforts à sa huitième réunion;
5. *Se félicite* des initiatives prises par le secrétariat en vue de réaliser des économies et d'améliorer l'efficacité dans les domaines de la documentation et de la technologie de l'information;
6. *Encourage* le secrétariat à prendre de nouvelles mesures pour suivre et contrôler les dépenses, eu égard à la nécessité impérieuse pour la Secrétaire exécutive de veiller à ce que toutes les dépenses soient toujours couvertes par les recettes nécessaires;
7. *Prie* le secrétariat de présenter un projet de budget pour la période 2007-2008 au Groupe de travail à composition non limité à sa cinquième réunion, et notamment, au besoin, d'élaborer des scénarios pour maintenir la réserve du fonds de roulement, en gardant à l'esprit que l'absence de réserves excédentaires exigera un contrôle strict des dépenses afin de maintenir les contributions mises en couvrement à des niveaux appropriés; et, dans ce contexte, prie le secrétariat de présenter des options pour le maintien d'un équilibre entre les recettes et les dépenses à long terme;
8. *Rappelle* le paragraphe 19 de la décision VII/41 priant la Secrétaire exécutive de donner aux Parties des indications sur les incidences financières des projets de décisions auxquelles il n'est pas possible de faire face avec les ressources du budget du Fonds d'affectation spéciale pour la Convention de Bâle au moment où elles seront présentées à la huitième réunion de la Conférence des Parties et rappelle que les décisions relatives à de nouvelles activités adoptées par la Conférence des Parties à sa huitième réunion pourraient rendre nécessaires des économies dans d'autres domaines pour compenser les nouvelles dépenses;

9. *Prie* le secrétariat d'examiner les tâches administratives du secrétariat de la Convention afin de présenter à la Conférence des Parties lors de sa huitième réunion des options pour réaliser des économies;

10. *Prie également* le secrétariat de coopérer avec la Convention de Rotterdam sur la procédure de consentement préalable en connaissance de cause applicable à certains produits chimiques et pesticides dangereux qui font l'objet d'un commerce international ainsi qu'avec la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants en tenant compte de la décision SC-1/18 de la Conférence des Parties à la Convention de Stockholm, pour examiner la coopération et les synergies et de faire des recommandations à la Conférence des Parties lors de sa huitième réunion;

11. *Prie en outre* le secrétariat de fournir à la Conférence des Parties, lors de sa huitième réunion, une évaluation du montant escompté des contributions au Fonds d'affectation spéciale, en tenant compte des contributions des années antérieures et en indiquant la répartition entre les contributions affectées et les contributions non affectées de façon que les Parties puissent identifier un nombre limité de projets hautement prioritaires fondés sur le Plan stratégique dont le financement pourrait être raisonnablement assuré;

12. *Note* que conformément à la décision VII/41, le Groupe de travail à composition non limitée et le Bureau élargi devraient continuer à examiner les informations fournies par le secrétariat et recommande que le secrétariat entretienne également un dialogue avec les Parties et les signataires intéressés sur les progrès réalisés en ce qui concerne les questions susmentionnées.